

RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE : VERS UNE PRISE DE CONSCIENCE GENERALISEE ?

L'actualité de ce début d'année 2007 semble marquée par une certaine prise de conscience des dangers liés au réchauffement climatique. Alors que les scientifiques tirent régulièrement la sonnette d'alarme à ce sujet depuis de nombreuses années, le monde semble soudain ouvrir les yeux sur la gravité de la situation. D'où vient ce changement d'attitude et quels en sont les enjeux ?

Le réchauffement climatique : qu'est-ce que c'est ?

L'effet de serre est le nom que l'on donne au processus naturel de régulation thermique de notre Terre. Certains gaz¹ contenus naturellement en petites quantités dans l'atmosphère piègent une partie du rayonnement de chaleur émis par la terre sous l'action des rayons du soleil. Cet « effet de serre » naturel permet la vie sur la Terre depuis des millions d'années en assurant une température moyenne de 15°C. Sans celui-ci, la température moyenne sur Terre atteindrait -18°C, empêchant par conséquent toute vie.

Depuis quelques décennies cependant, la température moyenne du globe est à la hausse ; en cause : l'augmentation de la quantité des gaz à effet de serre (GES) dans l'atmosphère qui piègent davantage de rayonnements. Cet accroissement de l'effet de serre entraîne le réchauffement climatique.

Une lente prise de conscience du phénomène

Si aujourd'hui en 2007, il n'existe plus de doute possible quant à l'origine humaine de l'amplification de l'effet de serre et du caractère dangereux de celui-ci, il aura fallu plusieurs décennies avant que ce scénario fasse l'objet d'un consensus au sein de la communauté scientifique et qu'il attire l'attention de l'opinion publique et des responsables politiques.

¹ Les principaux gaz responsables de l'effet de serre sont le dioxyde de carbone (CO₂), le méthane (CH₄), le protoxyde d'azote (N₂O), le dioxyde d'azote (NO₂), l'ozone (O₃) et la vapeur d'eau (H₂O). Ils sont dits « à effet de serre » car ils absorbent le rayonnement infrarouge émis par la terre sous l'effet du soleil et le réémettent vers la surface de la terre en réchauffant ainsi la température.

Pour comprendre le mécanisme à l'origine de la prise de conscience actuelle de la nécessité de régulation de l'effet de serre comme enjeu du 21^{ème} siècle et de la réponse politique devant y être apportée, nous devons analyser celui-ci en tant que « processus politique ». Cette approche permet de saisir l'ampleur et la complexité de la mise en place d'une réponse politique à un tel enjeu ainsi que de comprendre l'évolution des pratiques et des positions des différents acteurs au fil du temps.

A la base de tout processus politique, il y a la constitution d'une problématique, c'est-à-dire un rassemblement et une mise en cohérence de connaissances éparses desquelles va petit à petit émerger un socle de connaissances partagées.

Dans le cas du dossier du réchauffement climatique, les scientifiques vont sans conteste jouer un rôle prépondérant dans la compréhension et la production de théories explicatives du climat.

L'identification d'une problématique

Il faut attendre la fin du 19^{ème} siècle pour voir apparaître les premières interrogations sur le réchauffement climatique de la planète alors que l'effet de serre comme mécanisme essentiel de vie sur la planète a été mis en lumière dès 1824 à travers les travaux du mathématicien français Fourier.

En 1896, le chimiste suédois Svante Arrhénius (1859-1927), dans sa « théorie de la serre chaude », est le premier à poser l'hypothèse d'une influence du CO₂ dans le réchauffement du climat. En 1903, il lance le débat sur la modification humaine du cycle du carbone et le renforcement de l'effet de serre liant celui-ci à l'utilisation des combustibles fossiles. Cependant, partageant l'optimisme de l'époque pour l'industrialisation, cet accroissement de l'effet de serre dû à l'homme ne l'inquiétait pas vraiment.

Dès 1957, le docteur Charles David Keeling, climatologue américain, commence à effectuer des mesures systématiques de la teneur de l'atmosphère en gaz carbonique et ne tarde pas à mettre en lumière une hausse constante de sa concentration.

La décennie 1970 voit une multiplication des études sur le sujet. La première conférence internationale sur le climat à Genève en 1979 organisée par l'Organisation Météorologique Mondiale (OMM) et l'International Council of Scientist Union (ICSU) met sur pied un Programme climatologique mondial pour étudier le phénomène de réchauffement. A cette époque, celui-ci n'est pas encore perçu comme dangereux pour l'avenir de la planète malgré les conclusions alarmantes des quelques scientifiques étudiant déjà le sujet, à l'instar de Keeling.

A Villach en Autriche, en 1985, les experts aboutissent au consensus suivant : le résultat de l'accroissement des gaz à effet de serre dans l'atmosphère pourrait avoir comme conséquence une augmentation de la température moyenne de la terre dans des proportions jamais auparavant enregistrées. Les experts affirment aussi que la compréhension de la question de l'effet de serre est suffisamment avancée pour que les scientifiques et la sphère politique mettent en œuvre une collaboration afin d'envisager des actions politiques. Si du côté scientifique donc, la prise de conscience s'esquisse, la réponse politique n'est cependant toujours pas au rendez-vous.

La mise en évidence du « trou » dans la couche d'ozone au-dessus de l'Antarctique, la même année, ne connaîtra pas le même sort. Pour la première fois, on se rend compte que l'action de l'homme n'engendre pas uniquement des pollutions locales mais que celle-ci peut affecter l'équilibre de la planète entière. Rapidement des mesures favorisant la diminution puis l'interdiction complète des Chlorofluorocarbones (CFC), gaz responsables du « trou » de la couche d'ozone, vont être prises. Ces mesures fortes ont permis à ce problème d'être aujourd'hui en bonne voie de résolution.

Fin des années 80, l'étude des carottes de glaces prélevées en Antarctique (à Vostok) montre une corrélation entre les variations de températures de l'air et la teneur atmosphérique en gaz à effet de serre. Le sondage montre également que la température moyenne de la terre n'a jamais varié de plus de 4°C entre les périodes de glaciation et les épisodes de réchauffement ; les prévisions sur le réchauffement global actuel dépassent largement cette variation.

La « politisation » de la problématique : le rôle de l'opinion publique et des organisations internationales

Jusqu'au début des années 80, la mobilisation autour du dossier du changement climatique était quasi exclusivement le fait des scientifiques. Petit à petit cependant naît au sein de l'opinion publique une série de groupes d'intérêts qui vont faire en sorte que la problématique du réchauffement climatique ne soit plus exclusivement l'affaire des scientifiques mais devienne une préoccupation politique et sociétale.

Théoriquement, on va ainsi passer progressivement d'« une phase où la production de connaissances est la rationalité dominante des acteurs à une phase où la production cognitive cohabite avec, et est progressivement supplantée par, des pratiques inscrites dans le registre de la revendication politique² ». La problématique ainsi « politisée » va pouvoir servir de base à la formulation de demandes d'interventions des acteurs politiques notamment par le biais d'organisations internationales, de groupes de pressions issus de la société civile (ONG, think thanks³, ...) et de l'opinion publique.

L'Organisation Météorologique Mondiale (OMM) et le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) ont joué un rôle important dans la « politisation » de la problématique. En créant, en 1988, le Groupement Intergouvernemental d'Experts sur l'évolution du Climat⁴ (GIEC) ces deux organisations vont permettre un rapprochement entre la sphère scientifique et la sphère politique et un fameux avancement dans la reconnaissance du caractère international de la question climatique. Au fil des rapports, le GIEC va devenir la référence scientifique en la matière, malgré les controverses (voir plus loin), et petit à petit confirmer la responsabilité de l'Homme dans le phénomène ainsi que la menace que celui-ci représente pour notre planète.

L'action des Organisations Non Gouvernementales Environnementales (ONGE) va également être déterminante en terme de formulation de demandes d'interventions auprès des acteurs politiques. Elles vont en effet être très visibles et très actives en terme de pressions normatives et morales autour de manifestations comme la conférence de Rio (1992) ou celle de Kyoto (1997).

L'opinion publique (citoyen / consommateur) quant à elle s'est jusqu'ici montrée assez apathique face à la question du réchauffement climatique. Malgré un relatif soutien ça et là à diverses ONGE, les sondages d'opinions publiques ont souvent montré que parmi les problèmes d'environnement, le changement climatique n'était pas la première des préoccupations ; ce dernier étant largement supplanté par les préoccupations liées à la qualité (locale) de l'eau, de l'air ou encore des menaces directes de pollutions sur la santé des individus.

Les difficultés de mise en place d'une réponse politique appropriée

Le bilan de l'action politique face au réchauffement climatique est somme toutes plutôt mitigé. Hormis les quelques petites actions isolées de certains gouvernements en faveur d'une diminution des gaz à effet de serre (GES). Seuls deux événements ont réellement engendré une action politique face au changement climatique en tant que question internationale.

Le Sommet de la Terre à Rio en 1992 marque ainsi la première véritable action politique intergouvernementale avec la signature de la Convention sur la diversité biologique et l'adoption par 188 Etats de la convention cadre de Nations Unies sur les changements climatiques. Cette convention reconnaît dès lors deux principes : celui de stabiliser la concentration des gaz à effet de serre dans l'atmosphère et celui d'une responsabilité différenciée entre pays industrialisés et pays en développement dans l'accroissement de l'effet de serre.

² DENIS B. [2004], « *La gouvernance internationale du développement durable : acteurs non-étatiques et changements climatiques* », FUSL/FGF/FPH, novembre 2004, 11 p.

³ Un « *think thank* » (ou laboratoire d'idées) est une organisation regroupant des penseurs qui analysent et réfléchissent sur la société, puis élaborent et diffusent de solutions de politiques publiques afin d'influencer les acteurs du processus de décision politique.

⁴ En anglais, *Intergovernmental Panel on Climate Change* (IPCC).

Cinq ans plus tard, lors du Sommet de Kyoto sur les changements climatiques, deuxième événement, 158 Etats adoptent le protocole du même nom. Celui-ci prévoit une réduction globale de 5% des gaz à effet de serre par rapport à leur niveau de 1990 pour l'horizon 2008-2012. Une réduction cependant bien en deçà de ce que recommandaient déjà les scientifiques en 1988 lors de la Conférence de Toronto⁵. Par ailleurs, le Protocole instaure également des obligations de résultats chiffrées pour les pays industrialisés et crée pour ces derniers le principe d'échange de tonnes équivalent CO₂.

Il a fallu attendre 7 ans, le 16 février 2005, pour voir entrer en vigueur le protocole de Kyoto pour les 128 pays qui l'ont finalement ratifié et se sont ainsi obligés à agir. La Chine, les Etats-Unis et l'Australie sont les grands absents du protocole et figurent parmi les plus grands émetteurs de GES au niveau mondial.

Les années 2000 – 2007 annonceraient-elles un réveil généralisé ?

Plus d'un siècle après les premières découvertes sur le réchauffement du climat, les années 2000 semblent être le théâtre d'une prise de conscience croissante de cette problématique auprès de la population. Selon l'enquête de l'Eurobaromètre réalisée en novembre 2004⁶, le changement climatique est la préoccupation principale des citoyens européens en matière d'environnement. En Wallonie, l'enquête sur « les Wallons et l'énergie⁷ » a révélé que plus de 80% de la population s'inquiéteraient du changement climatique. Une question se pose dès lors : **pourquoi a-t-il fallu attendre ces dernières années pour voir un réveil se profiler à l'horizon ?**

Le rôle des scientifiques

Nous l'avons vu précédemment, dans le cadre d'un dossier comme celui du changement climatique, la levée de l'action politique est fortement liée à l'état scientifique de la question. Autrement dit, pour que de réelles décisions politiques soient prises, il faut un certain consensus au sein du monde scientifique. Force est de constater que ce n'était pas le cas, jusqu'il y a peu.

On peut dès lors comprendre pourquoi les lobbyistes du pétrole, à l'instar d'Exxon Mobile⁸, ont mis tant d'efforts et de moyens dans ce qui s'apparente à de véritables campagnes de désinformation sur l'implication du CO₂ issu de combustibles fossiles dans le réchauffement climatique. Ceux-ci n'ont en effet pas hésité à payer des scientifiques pour produire des rapports « négationnistes », refusant d'admettre la responsabilité des activités humaines dans le dérèglement climatique. L'entretien d'une controverse à la fois publique et scientifique leur permettait ainsi d'éviter que la sphère politique ne prenne des décisions pouvant aller à l'encontre de leurs intérêts.

Aujourd'hui, le camp des « négationnistes » s'affaiblit et les agissements des lobbies ont été dévoilés. On peut dès lors espérer un déblocage au niveau de l'action politique à condition que la perception de l'opinion publique évolue parallèlement. Car sans une pression importante de l'opinion publique, les changements à opérer dans nos modes de vie, nécessaires pour contrecarrer l'évolution de l'effet de serre, ne peuvent être entrepris.

⁵ En 1988, les scientifiques recommandaient de réduire de 20% les émissions de GES par rapport à leur niveau de 1988 d'ici 2005.

⁶ COMMISSION EUROPEENNE [2005], « *Attitudes des citoyens européens vis-à-vis de l'environnement* », Eurobaromètre spécial 217, avril 2005, 54p. + annexes

⁷ DGTRE & SONECOM [2004] « *Les Wallons et l'Energie - enquête auprès du grand public* », 91p. , 2004.

⁸ UNION OF CONCERNED SCIENTIST [2007], « *Smoke, mirrors and hot air. How Exxon Mobil uses big tobacco's tactics to manufacture uncertainty on Climate sciences* », working paper, janvier 2007, 68 p.

La perception de l'opinion publique

Si l'opinion publique est comme nous l'avons évoqué plus haut restée plutôt apathique face à la question, une prise de conscience semble germer en son sein depuis quelques années. Plusieurs facteurs peuvent expliquer ceci.

Premièrement, la dangerosité d'une problématique telle que le réchauffement climatique est difficile à percevoir car les effets les plus marquants ne se verront que dans le futur. Or, de tous temps, l'Homme semble avoir une « préférence pour le présent », c'est-à-dire « qu'il attachera aux effets temporellement proches d'une action une valeur supérieure par rapport à ces mêmes effets s'ils avaient lieu dans cinquante ans⁹ ». La mise en lumière récente d'éléments corroborant la thèse des conséquences du réchauffement, matérialisées par exemple par des images montrant clairement la fonte des glaciers ou de la banquise, ont permis d'insérer dans le présent ce qui jusqu'alors était associé à des menaces pour le futur.

Deuxièmement, jusqu'à présent, peu d'éléments directement visibles liés au réchauffement climatique ont pu être mis en évidence. Cependant, selon l'enquête réalisée sur les Wallons et l'énergie, « la population wallonne estime que des changements climatiques sont intervenus ces dernières années et qu'ils se traduisent par des phénomènes visibles ». Les phénomènes les plus cités sont le réchauffement des températures, la montée des eaux, plus d'inondations et plus de tempêtes. Qu'ils aient ou non un rapport avéré avec le phénomène du réchauffement climatique, une série de phénomènes météorologiques ont contribué à attirer l'attention de l'opinion publique sur la problématique. On pense ainsi aux grandes catastrophes qu'ont pu être le Tsunami, l'ouragan Carolina à la Nouvelle Orléans, l'intensification de moussons dans certaines parties du monde faisant des dizaines de milliers de réfugiés ou encore à la tempête qui a frappé la France en 1999 pendant les fêtes de Noël. Plus localement, les différents records de chaleur enregistrés ces 5 dernières années et surtout les températures exceptionnelles de cet hiver 2006-2007 semblent également avoir eu un impact sur la conscience collective.

Les médias et les journalistes jouent également un rôle important dans la sensibilisation. Jusque fin 2006, la médiatisation de la problématique du réchauffement semblait uniquement coller aux différents événements internationaux directement liés (conférence, rapport,...) On remarque cependant aujourd'hui une augmentation de l'évocation du sujet dans la presse et dans l'offre télévisuelle. L'annonce de la publication des résultats du rapport 2007 du GIEC n'y est certainement pas étrangère. Mais le nouvel intérêt du public pour cette problématique peut l'expliquer aussi. En effet, les médias assurent une double fonction : celle de mise en scène de l'événement et de la réalité tout en étant le miroir de l'opinion elle-même¹⁰.

Finalement, l'année 2006 et le début 2007 ont été marqués par l'apparition des « porte-drapeaux » de la cause climatique. Ainsi a-t-on vu apparaître tour à tour une série de personnalités, artistes ou hommes politiques, s'engageant pour la prise de conscience du réchauffement climatique. En tête de ceux-ci, on trouve notamment l'ex-vice président américain Al Gore, auteur du film documentaire « Une vérité qui dérange », l'animateur de télévision française Nicolas Hulot, ou encore la star du cinéma Leonardo Di Caprio...

L'action politique

Les incertitudes scientifiques ne sont pas les seules responsables de la relative immobilité politique dans le domaine climatique. Le débat politique est souvent resté cloisonné sur la difficulté voire l'impossibilité de conciliation entre intérêts environnementaux et intérêts économiques ; ces derniers étant bien entendu privilégiés.

Les conclusions du rapport de Sir Nicholas Stern, ancien économiste de la Banque Mondiale, semblent aujourd'hui être en mesure de faire progresser ce débat. Celui-ci prévoit en effet de larges pertes économiques si l'on n'agit pas contre le réchauffement. Cependant, si certains pays, à l'instar des pays

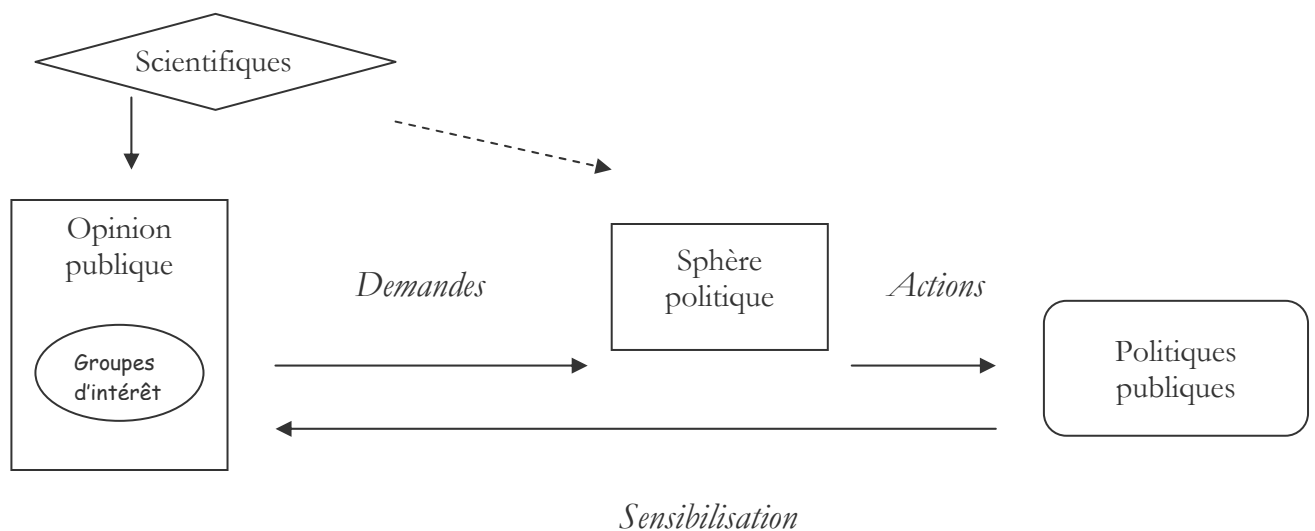
⁹ GOSSERIES A. [1998], « *L'éthique environnementale aujourd'hui* », in Revue philosophique de Louvain, 96,3, 1998, pp. 395-426.

¹⁰ CABIN Ph. [1999], « *La construction de l'opinion publique* », in Sciences Humaines, n°96, juillet 1999, pp.12-15.

européens, semblent donner du crédit aux conclusions de ce rapport, d'autres restent sceptiques et campés sur leurs positions, à l'image du gouvernement américain.

Nous l'avons vu plus haut, l'opinion publique joue un rôle important de levier politique. Mieux sensibilisée aujourd'hui, on devrait voir ainsi s'intensifier les demandes d'intervention de sa part et en réponse, une action politique se mettre en œuvre. En effet, « l'opinion qu'elle soit sondage, éclairée ou expressive contribue à l'émergence des questions et à leur inscription à l'agenda politique.¹¹ »

Un dernier élément non négligeable est à prendre en compte : dans un certain nombre de pays, dont quelques très influents, nous entrons dans une période de campagne électorale (les législatives de juin 2007 en Belgique, les présidentielles françaises en 2007 et dans un avenir plus lointain les présidentielles aux Etats-Unis). Alors que la préoccupation environnementale était jusqu'alors quasi uniquement celle des partis écologistes, on remarque une entrée du thème climatique dans quasi tous les partis ; l'action de Nicolas Hulot en France y ayant sans aucun doute contribué. Ceci laisse espérer une meilleure prise en considération du dossier par les futurs dirigeants et des actions concrètes pour le futur.



Conclusion

Nous pensons qu'aujourd'hui les éléments extérieurs sont désormais réunis pour que puisse se créer une réelle dynamique d'action politique concrète pour lutter contre l'effet de serre. Il nous reste cependant à espérer que la volonté sera également au rendez-vous aussi bien dans le chef des décideurs que des citoyens pour une modification de nos attitudes et nos modes de vie. Des petits gestes au quotidien sont déjà possibles sans qu'il y ait besoin de règlements ou de lois pour nous y contraindre. Penser à débrancher les appareils en veille quand ils ne servent pas, éteindre les lumières inutiles, préférer des moyens de transports alternatifs peu émetteurs de GES, consommer local et de saison, ...

Françoise Bodson, Chargée d'études ACRF

¹¹ CABIN Ph. [1999], op. cit.

Bibliographie

- CABIN Ph. [1999], « *La construction de l'opinion publique* », in Sciences Humaines, n°96, juillet 1999, pp.12-15.
- COMMISSION EUROPENNE [2005], « *Attitudes des citoyens européens vis-à-vis de l'environnement* », Eurobaromètre spécial 217, avril 2005, 54p. + annexes (http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/ebs/ebs_217_fr.pdf).
- DENIS B. [2004], « *La gouvernance internationale du développement durable : acteurs non-étatiques et changements climatiques* », FUSL/FGF/FPH, novembre 2004, 11 p. (www.fgf.be/pdf/2004-11-10_dgdd_denis.pdf)
- DGTRE & SONECOM [2004], « *Les Wallons et l'Energie - enquête auprès du grand public* », 91p. , 2004. (<http://energie.wallonie.be/servlet/Repository/?IDR=1710>)
- GOSSERIES A. [1998], « *L'éthique environnementale aujourd'hui* », in Revue philosophique de Louvain, 96,3, 1998, pp. 395-426.
- GUAY L. [2005], « *Science et politique des changements climatiques : décider dans un climat incertain* », Options Politiques, vol 27 n°2, décembre 2005- janvier 2006, pp. 46-51
- KANDEL R. [2002], « *Le réchauffement climatique* », Coll. Que sais-je ?, PUF, 2002, 127 p.
- UNION OF CONCERNED SCIENTIST [2007], « *Smoke, mirrors and hot air. How Exxon Mobil uses big tobacco's tactics to manufacture uncertainty on Climate sciences* », working paper, janvier 2007, 68 p. (www.ucusa.org/assets/documents/global_warming/exxon_report.pdf)

L'ACRF souhaite que

les informations qu'elle publie soient diffusées et reproduites ;

n'oubliez pas dans ce cas de mentionner la source.



Avec le soutien de

